FOCUS2030
DATA - INNOVATION - DÉVELOPPEMENT

NEWSLETTER N°2

DÉCEMBRE 2017

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

CONNAISSANCES, VALEURS ET OPINIONS DES FRANÇAIS SUR LES ENJEUX DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Quelles sont les visions du monde les plus communément partagées par les français et françaises lorsqu'on les interroge sur les grands défis contemporains du monde ? Comment s'organisent-elles ? Quel niveau de connaissance nos concitoyens ont-ils des inégalités Nord-Sud, de l'aide au développement, des rôles et responsabilités des acteurs du développement ?

Telles sont les questions auxquelles cette newsletter entend répondre afin de saisir :

- ce que les français savent,
- ce qu'ils éprouvent,
- ce qu'ils font ou ne font pas,
- ce qu'ils attendent de leurs gouvernants,
- le pouvoir qu'ils estiment détenir en tant que citoyen.

Cet opus du Baromètre de la Solidarité Internationale se propose donc de présenter un éclairage à partir des six interrogations suivantes, tirées du sondage Aid Attitudes Tracker réalisé par l'institut de sondage YouGov en France en lien avec le University College London et Focus 2030 :

1. « Quelle proposition décrit le mieux ce que vous ressentez vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ? »

2. « Quel est votre degré de familiarité avec les Objectifs de développement durable ? »

3. « Sur une échelle de 0 à 10, dans laquelle 0 signifie « je n'ai aucune influence » et 10 signifie « j'ai une influence considérable », quelle influence avez-vous sur la politique et les affaires publiques ? »

4. « Je devrais donner personnellement de l'argent pour contribuer à réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement. »

5. « Il/elle pense que chaque personne dans le monde devrait être traitée sur un pied d'égalité. Il/elle pense que chacun doit avoir les mêmes chances dans la vie. Cette personne vous ressemble-t-elle ? »

6. « Aider une personne défavorisée d'origine étrangère est tout aussi important qu'aider une personne défavorisée de mon pays. »

INTRODUCTION

Au lendemain d'une élection présidentielle souvent commentée comme opposant deux représentations du monde, l'une dite « **du repli** » tendant à se préoccuper d'une société française qui ferait abstraction de l'Europe et au-delà, et l'autre dite « **mondialisée** » inscrivant la France dans un espace plus large, les différentes questions traitées dans cette newsletter se proposent de tester cette hypothèse.

Plus précisément, nous interrogerons la pertinence d'un lien entre le **sentiment d'appartenance à l'Union européenne** et les préoccupations exprimées à l'égard des populations des pays en développement afin d'identifier une possible corrélation entre ces deux variables.

Nous questionnerons également le présupposé largement débattu durant la campagne présidentielle selon lequel deux France s'opposeraient, entre « **privilégiés** » tenants d'un capital socio-culturel élevé, et « **exclus** » bénéficiant d'un capital socio-culturel moindre.

A travers ces opinions exprimées, il apparait manifeste que les français souffrent d'un déficit de connaissances et de représentation à l'égard des enjeux de développement.

Pour autant, les opinions et les comportements, soit les plus favorables, soit les plus défavorables à une meilleure répartition des richesses à l'échelle du monde demeurent, sans grande surprise, souvent interdépendants d'un certain nombre de déterminants particulièrement discriminants que nous étudierons : niveau de revenus et de diplômes, orientations politiques et niveau d'engagement en faveur de la solidarité internationale.

Ainsi, l'analyse de ces opinions variées devrait contribuer à alimenter une réflexion opposant l'ambition de s'adresser au plus grand nombre d'une part, avec l'éventualité de concevoir des approches en termes de sensibilisation et d'information ciblant des groupes plus restreints de citoyens d'autre part.

Utilisées à bon escient par les acteurs du développement, ces données devraient permettre d'étendre leur audience et contribuer à accroître le nombre de citoyens partisans de la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde.

C'est tout au moins l'ambition du Baromètre de la Solidarité Internationale.

1. LA SOUFFRANCE À DISTANCE : CE QUE RESSENTENT LES FRANÇAIS À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

QUESTION POSÉE : « QUELLE PROPOSITION DÉCRIT LE MIEUX CE QUE VOUS RESSENTEZ VIS-À-VIS DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ? »

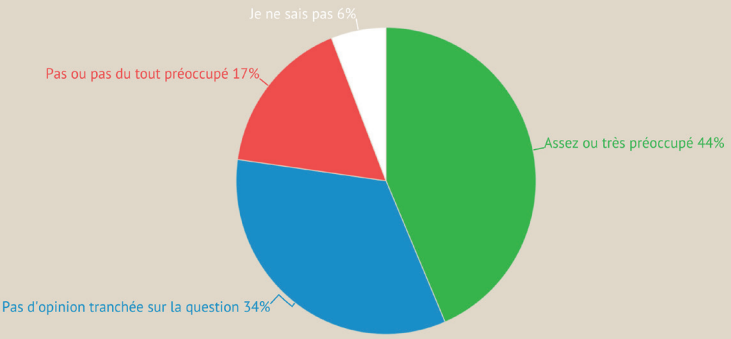
RÉSUMÉ

Cette question interroge les ressentis davantage que les opinions. Il est offert aux citoyens d'auto-évaluer leur propre sentiment à l'égard de la pauvreté dans les pays en voie de développement, c'est à dire à distance du quotidien vécu en France.

Si les résultats bruts importent peu, la question posée relevant naturellement d'une imposition de problématique, c'est-à-dire une question qui en dit plus sur l'intérêt du sondeur que du sondé, la distribution des réponses est, elle, forte d'enseignements. Relevons malgré tout que 44% des français se déclarent préoccupés par la pauvreté dans le monde contre 17% qui n'hésitent pas à affirmer s'en désintéresser.

A travers ces réponses, il est intéressant de saisir à quel point la distanciation joue sur les ressentis à l'égard de ce qui se décrit, se représente (notamment à la télévision), mais ne se rencontre pas ou peu dans la vie « réelle ».

Force est ici de constater que les ressentis exprimés diffèrent diamétralement selon plusieurs variables tels que les sympathies politiques, le niveau de revenu, mais aussi et surtout, et de manière contre-intuitive, au sentiment d'appartenance à l'Union européenne.



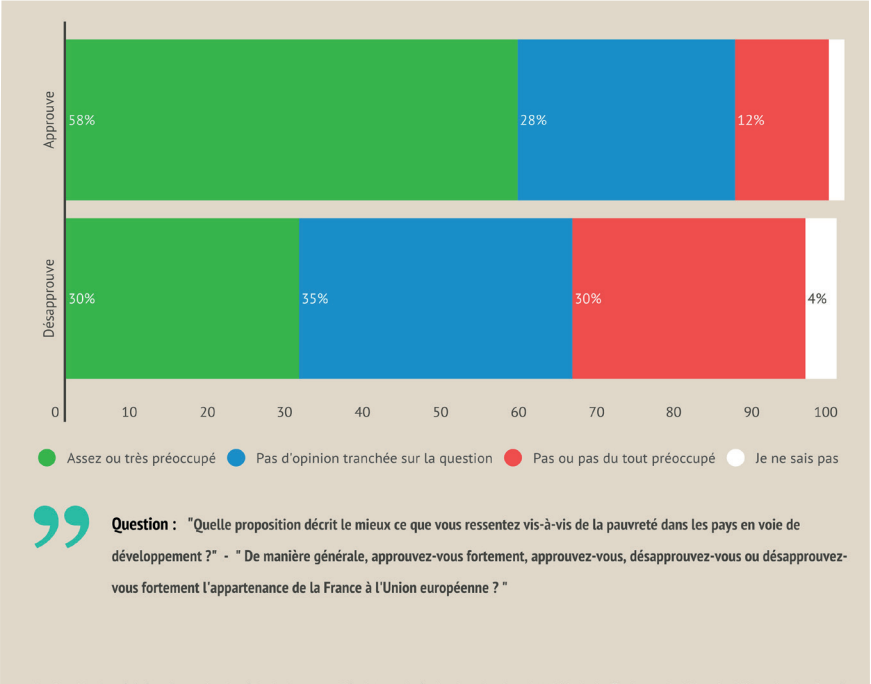
Question : "Quelle proposition décrit le mieux ce que vous ressentez vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ?"

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

QUAND L'ENGOUEMENT EUROPÉEN VA DE PAIR AVEC UNE PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

A la lecture du tableau ci-dessous, on observe une corrélation positive entre approbation de l'adhésion de la France à l'Union européenne et préoccupation à l'égard de la pauvreté dans les pays en développement. Tout se passe comme si le ressenti à l'égard de la pauvreté dans le monde était étroitement connecté à la perception de la souveraineté nationale tantôt fermée sur les frontières hexagonales, tantôt imaginée à l'échelle des institutions et du continent européen, voire à l'échelle du monde : 58% des partisans de l'adhésion à l'UE se déclarent préoccupés par le sort des populations du Sud.

LA PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ À L'ÉPREUVE DU SENTIMENT EUROPÉEN



A l'inverse, ceux qui déclarent ne pas être préoccupés par la pauvreté dans le monde sont presque deux fois plus nombreux (30%) parmi les répondants qui désapprouvent (fortement ou un peu) l'adhésion de la France à l'Union européenne que parmi les répondants (12%) en faveur de l'appartenance à l'Europe.

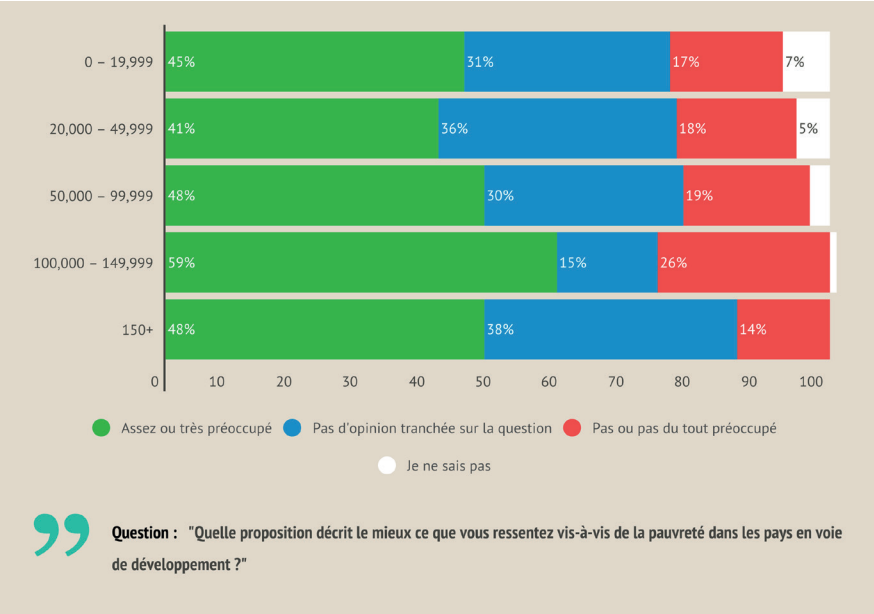
Pour forcer le trait, on pourrait en déduire qu'un citoyen se déclarant pro-européen aura d'autant plus de chances de se considérer comme un citoyen du monde, un constat en partie contre-intuitif dans la mesure où il ne correspond pas nécessairement à l'offre politique telle que formulée par les partis.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

UNE COMPASSION À GEOMÉTRIE VARIABLE AU GRÉ DU NIVEAU DE REVENUS, D'ÉDUCATION ET DU LIEU D'HABITATION

Un niveau de revenus élevés est corrélé avec une préoccupation marquée pour la pauvreté dans le monde : au-delà de 100.000 €/an (par foyer fiscal), jusqu'à 57% des répondants se disent assez ou très préoccupés par la pauvreté dans le monde, contre une moyenne de 43% de ceux qui ont des revenus inférieurs à 50.000 €/an.

LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UN PROBLÈME DE RICHES ?



Ce facteur est également corrélé avec le niveau d'éducation, tout particulièrement quand on observe les citoyens ayant un diplôme de second ou de troisième cycle universitaire : 53% d'entre eux se déclarent assez ou très préoccupés par la pauvreté dans le monde.

Parallèlement, tous les autres niveaux d'éducation, inférieurs à un Bac+4, n'apparaissent pas comme des facteurs déterminants vis-à-vis de la préoccupation relative à la pauvreté dans le monde. Du brevet des collèges au Bac+3, une moyenne de 38% des répondants se dit assez ou très préoccupée par la pauvreté dans le monde.

Selon une tendance modérée, l'urbanité pourrait apparaitre comme une marque de préoccupation à l'égard d'une problématique touchant des pays lointains. 48% des résidents de la région parisienne se disent préoccupés par la pauvreté dans le monde contre 39% des résidents de communes rurales.

En réalité, nous semble-t-il, cette variation tient surtout à la structure sociodémographique de ces espaces territoriaux, les CSP+ au capital culturel et économique élevés, étant surreprésentés en région parisienne.

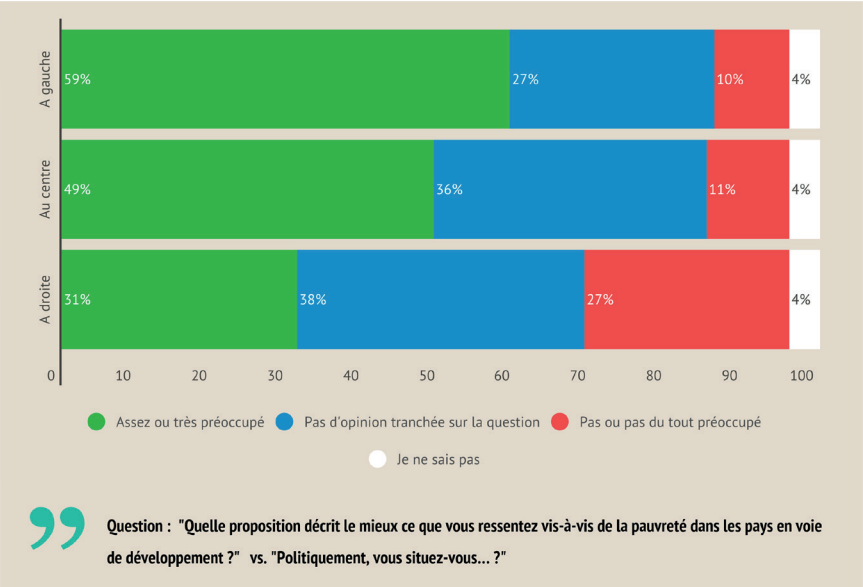
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'EFFET DÉTERMINANT DE LA COLORATION POLITIQUE : LE CŒUR À GAUCHE...

Etre ou se déclarer « préoccupé par la pauvreté dans le monde » demeure un véritable marqueur des valeurs dites de « gauche ». Le caractère linéaire des variations d'opinion exprimées est de ce point de vue remarquable.

A contrario et selon une progression linéaire, plus les citoyens s'auto-positionnent vers la droite, plus ils affirment leur indifférence vis-à-vis de la pauvreté dans le monde.

LA PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ SELON L'ORIENTATION POLITIQUE



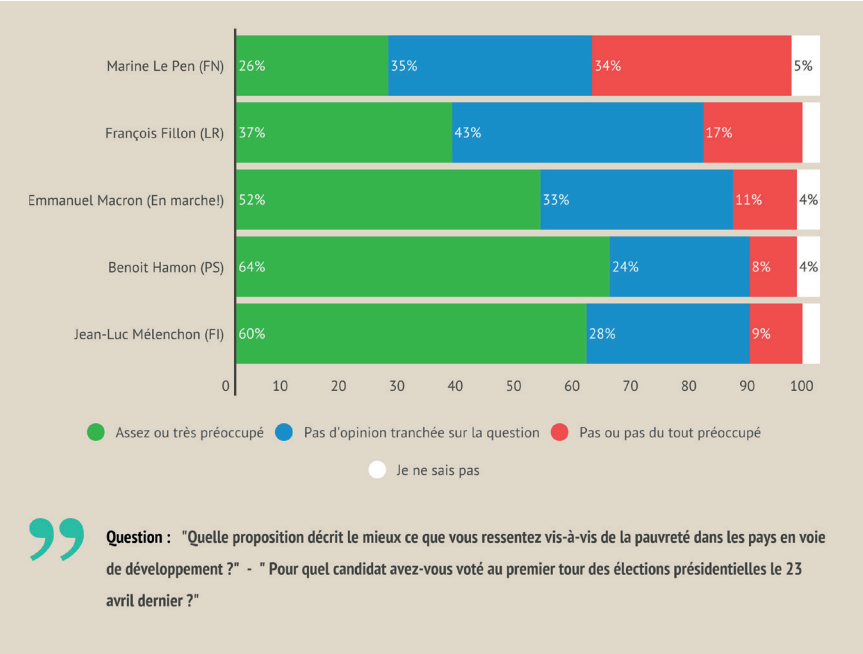
Tout se passe comme si l'inclinaison politique à droite et à l'extrême droite allait de pair avec le fait de ne pas se laisser distraire par les problématiques de l' « ailleurs », tandis que le sentiment d'appartenance à la gauche (social-démocrate et gauche radicale) irait de pair avec le fait de prendre davantage en compte la situation des pauvres dans des géographies lointaines.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

LA PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE LORS DU 1ER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

On remarque à quel point la préoccupation déclarée à l'égard de la pauvreté dans le monde est à géométrie variable et diffère selon que l'on ait voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 pour Benoit Hamon (64%), Jean Luc Mélenchon (60%), Emmanuel Macron (52%), François Fillon (37%) ou Marine Le Pen (26%).

« L'ICI » ET « L'AILLEURS » REPRÉSENTÉS SELON LES CANDIDATS DE DROITE OU DE GAUCHE



Sur cette question, on relèvera que le « ni-droite/ni-gauche » promu pendant la campagne par le candidat d'alors, Emmanuel Macron, se traduit du point de vue de ses sympathisants sur nos questions, par un véritable centrisme.

Ses partisans se situent en effet dans une position médiane, avec un taux de « préoccupés par la pauvreté dans le monde » de 52%, entre les sympathisants de droite (31% en moyenne) et les sympathisants de gauche (62% en moyenne).

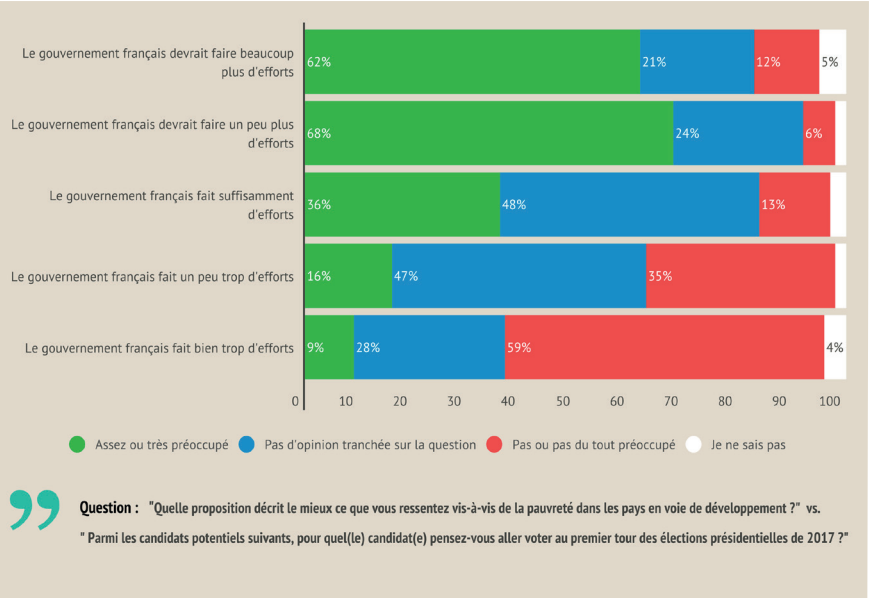
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

DE LA PRÉOCCUPATION PERSONNELLE AU SOUHAIT QUE LE GOUVERNEMENT S'IMPLIQUE DAVANTAGE

Les opinions déclarées suggèrent qu'un degré de préoccupation individuelle vis-à-vis de la pauvreté se traduit par un désir d'action politique.

Le fait de se sentir préoccupé par le sort des plus pauvres dans le monde est en effet directement corrélé avec le souhait des citoyens que le gouvernement s'implique davantage en faveur des pays en développement. Ce principe s'observe de manière linéaire.

LES RESSORTS DE LA POLITISATION DU DÉBAT



Ainsi, le niveau de préoccupation à l'égard de la pauvreté dans le monde s'avère déterminant sur les attentes formulées à l'égard des gouvernants. Plus un individu est sensibilisé au sort des populations des pays en développement, plus il est susceptible d'en appeler à une action publique.

La sensibilisation relative à la solidarité internationale trouve une traduction littérale dans les attentes formulées à l'intention des gouvernants et dans le jugement porté sur l'action du gouvernement.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

2. QUI CONNAÎT QUOI À PROPOS DES « OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE » ? SAVOIR, C'EST DÉJÀ SOUTENIR

QUESTION POSÉE : « QUEL EST VOTRE DEGRÉ DE FAMILIARITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ? »

RÉSUMÉ

Parallèlement à la question de la sensibilisation et de l'empathie, se pose celle des connaissances qui fait que les citoyens français auraient une idée commune du développement en général, mais aussi des concepts autant que des outils qui y sont attachés.

En l'occurrence, les Objectifs de développement durable, en tant que successeurs des Objectifs du millénaire pour le développement, doivent se frayer un chemin avant d'être familiers pour l'ensemble de la population. Les réponses « je les connais un peu » doivent certainement être pondérées par le fait qu'en répondant rapidement à une quantité importante de questions dans le cadre du sondage Aid Attitudes Tracker, dont sont issues ces données, il n'est pas exclu qu'une confusion se soit immiscée dans l'esprit des répondants.

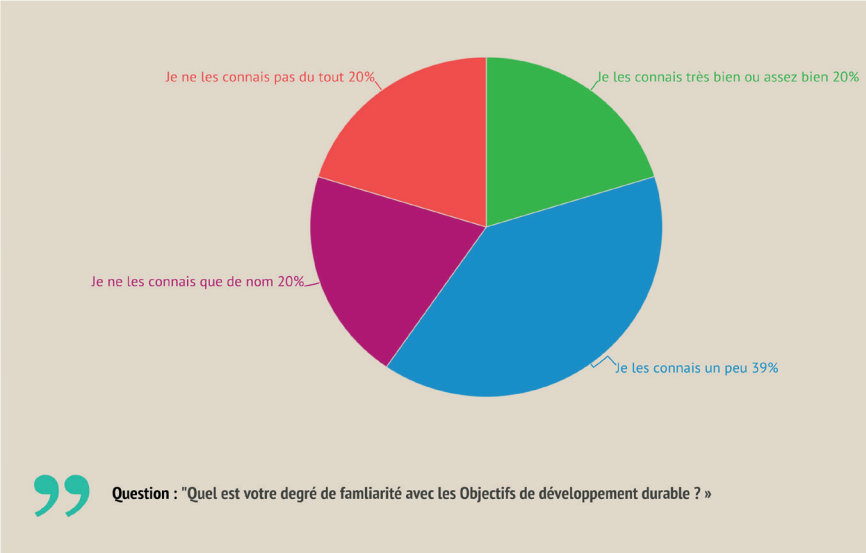
En effet, l'expression « développement durable », associée à la protection de la planète est désormais connue du plus grand nombre et constitue, de ce point de vue, un succès en matière de vulgarisation d'un concept onusien depuis le Sommet de Rio en 1992. C'est pourquoi il est sans doute plus sage de s'attacher aux taux de réponse à l'item « je les connais très bien ou assez bien » et de les mettre en perspective avec les taux de « je ne sais pas ».

Pour autant, la ventilation des résultats laisse apparaître quelques discriminants majeurs favorisant tantôt l'ignorance (dominante) tantôt la conscience (moyenne) de ce que sont les ODD, notamment selon l'orientation politique, le niveau d'engagement citoyen, l'adhésion au projet européen, mais aussi la fréquence de lecture de la presse, la variable la plus discriminante observée.

LES ODD OU LE TERRITOIRE D'EXPRESSION D'UNE CONFUSION ENTRE LES QUESTIONS RELATIVES À LA PAUVRETÉ ET LE DOMAINE DE L'ÉCOLOGIE

Si 20% des français déclarent « connaître très bien » les ODD, et 39% déclarent les connaître « un peu » (« un peu » signifiant une appréciation difficile à quantifier), 40% des répondants déclarent n'en connaître que le nom ou ne rien connaître du tout.

UNE CONNAISSANCE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À GÉOMÉTRIE VARIABLE



En dépit de la récente adoption des ODD en 2015, plus on est âgé plus on déclare être familier des Objectifs de développement durable :

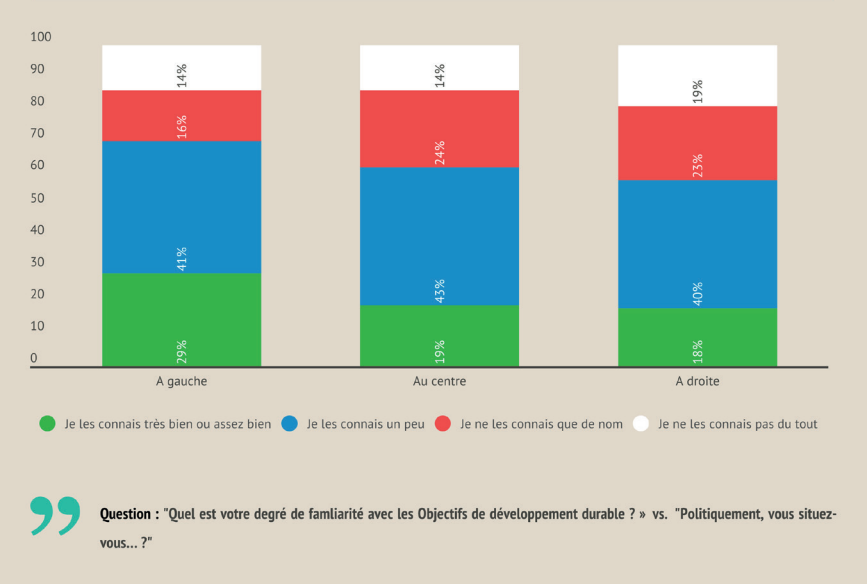
→ 64% des personnes âgées de plus de 50 ans déclarent connaître « un peu » ou « très bien » les ODD contre une moyenne de 53% pour les moins de 34 ans.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

LA CONNAISSANCE DES ODD À L'ÉPREUVE DES ORIENTATIONS POLITIQUES

Dans l'ensemble, les sympathisants de gauche (70%) dont on a vu qu'ils se déclarent être plus préoccupés par la pauvreté dans le monde, sont aussi les plus nombreux à connaître (très bien, assez bien ou un peu) les Objectifs de développement durable.

LES ODD SERAIENT UN OBJET CULTUREL « DE GAUCHE »

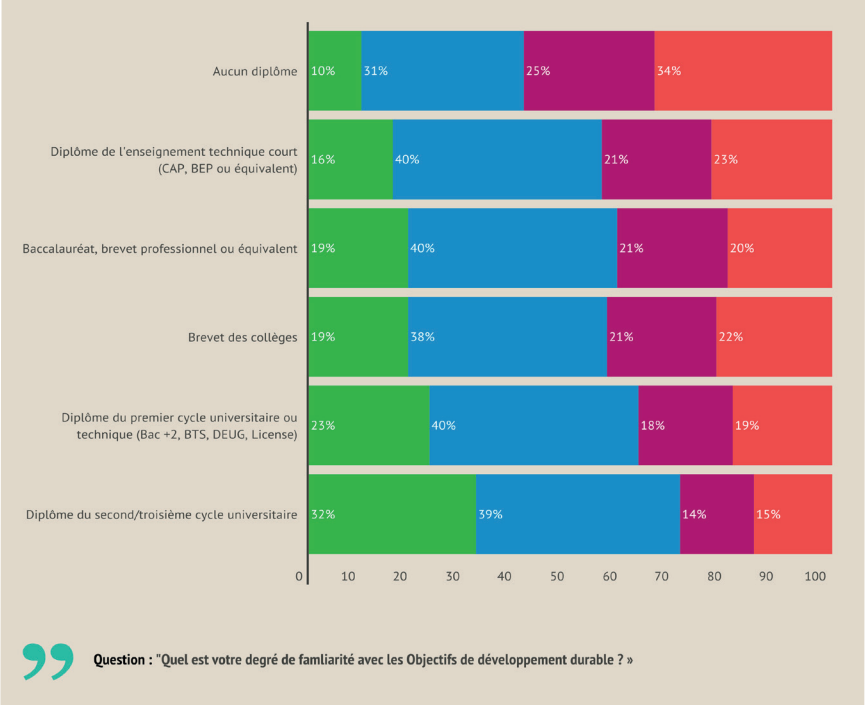


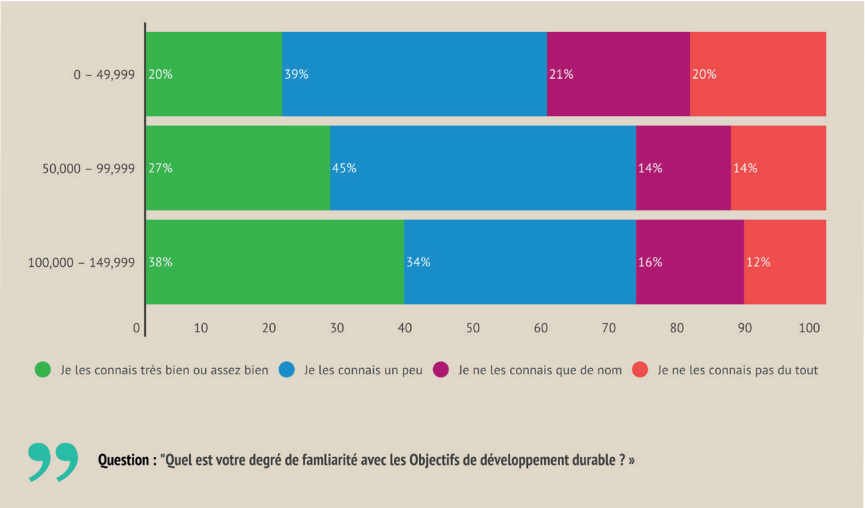
- Les électeurs du Centre (62%) partagent un degré de connaissance un peu plus faible dans les mêmes proportions que les électeurs de droite (58%).
- Les abstentionnistes ou partisans du vote blanc ont le même rapport de connaissance et d'ignorance des ODD (54%) que les électeurs du Front National (56%).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

UNE CONNAISSANCE CORRÉLÉE AU NIVEAU D'ÉTUDES ET DE REVENUS

La connaissance des Objectifs de développement durable est proportionnellement corrélée avec le niveau d'études : plus le niveau de diplômes obtenus est élevé, plus les ODD sont connus.





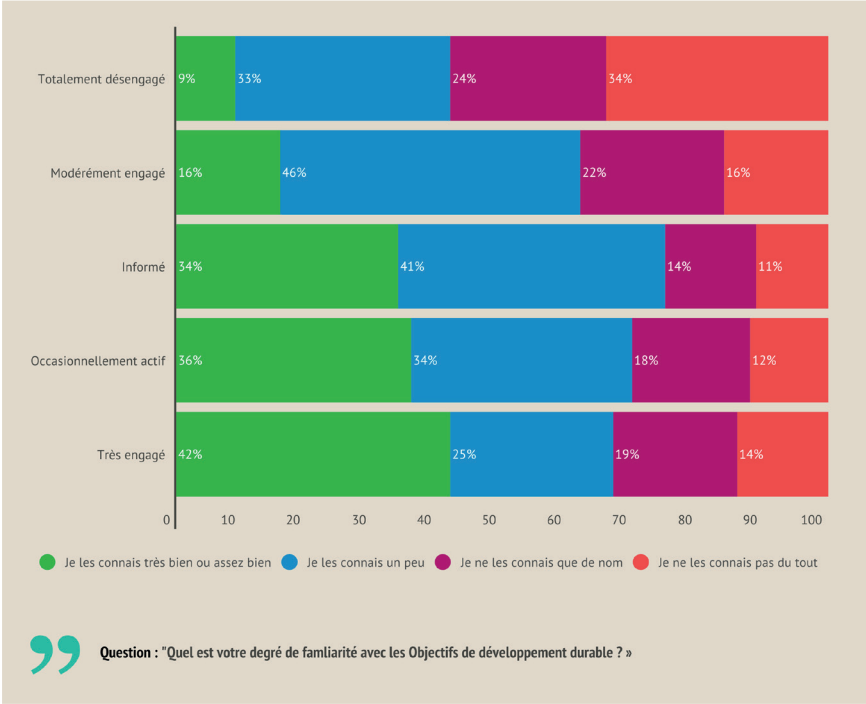
Le niveau d'éducation étant corrélé avec le niveau de revenus, on ne s'étonnera pas que le doublement des revenus annuels double également le pourcentage de ceux qui déclarent connaître les ODD : 38% des répondants gagnant plus de 100.000€/an connaissent les ODD contre 20% seulement de ceux qui gagnent moins de 50.000 €/an.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

L'INFLUENCE PARTICULIÈRE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

Nous avons construit un index « d'engagement citoyen » mesuré à partir d'une série de comportements en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde, tels que : pétition, vote, don, mobilisation publique (marche, manifestation), interpellation des décideurs, bénévolat, diffusion d'information (notamment sur les réseaux sociaux). Cet index nous permet d'évaluer les effets de la mobilisation, de la sensibilisation et de l'information sur l'appropriation des enjeux de solidarité internationale.

LES BÉNÉFICES DE L'ENGAGEMENT CITOYEN EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Dans l'ensemble, la connaissance des ODD est proportionnellement corrélée au degré d'engagement citoyen tel que nous le calculons. En toute logique : plus on est engagé sur les enjeux de solidarité internationale, plus on en connaît les concepts.

Ainsi, parmi les individus les plus engagés, 42% d'entre eux déclarent connaître très bien ou assez bien les ODD contre 9% parmi les citoyens les moins engagés.

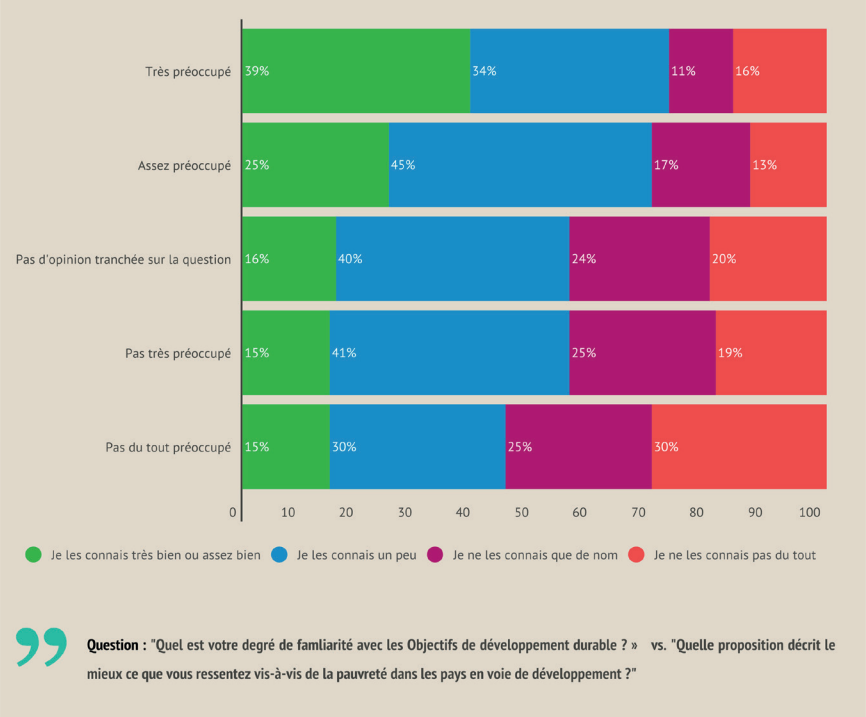
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

QUAND « ÊTRE INFORMÉ » C'EST « ÊTRE PRÉOCCUPÉ » OU VICE-VERSA

La connaissance des ODD est associée à une préoccupation pour la pauvreté dans le monde. 73% des répondants connaissant « très bien » ou « un peu » les ODD se disent « très préoccupés » par la pauvreté dans les pays en développement.

A contrario, 55% de ceux qui déclarent ne pas être préoccupés par la pauvreté dans le monde, sont également ceux qui ne connaissent pas ou pratiquement pas les ODD.

LA PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE INDUIRAIT UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES ODD



En écho à la question originaire de l'œuf ou la poule, il est difficile de savoir statistiquement si c'est le fait d'être préoccupé par la pauvreté qui contribue à connaître les ODD – option plus probable - ou si la connaissance des ODD génère en retour une véritable préoccupation pour la pauvreté dans les pays en développement.

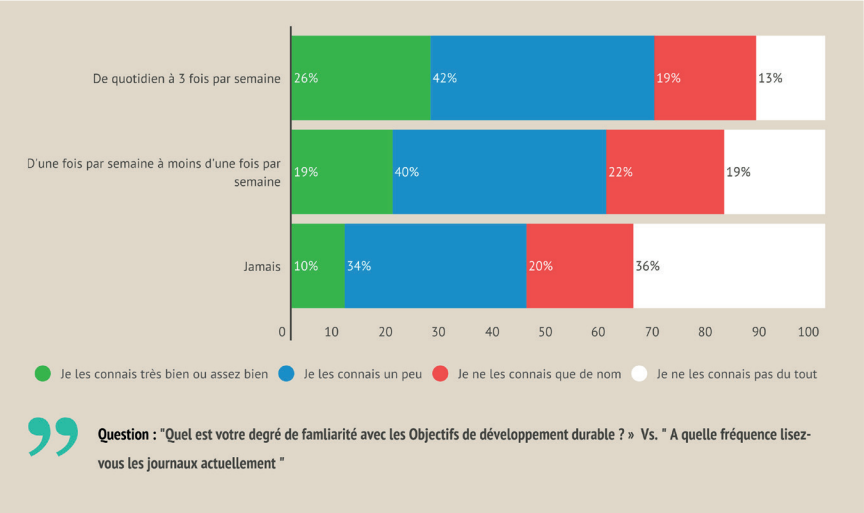
Le fait est qu'il faut noter un cercle vertueux entre la connaissance des ODD et la préoccupation en faveur de la pauvreté dans le monde, soulignant ici les retours positifs de l'information en termes d'efficacité de la sensibilisation.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

S'INFORMER PAR LES JOURNAUX : UNE DÉMARCHE CULTURELLE QUI IMPLIQUE

Indépendamment des autres paramètres sociologiques qui font se rencontrer les plus éduqués avec les lecteurs assidus de la presse écrite, ces données laissent également supposer qu'à ce jour, les enjeux de développement et plus particulièrement les Objectifs de développement durable sont particulièrement exposés dans la presse écrite tandis qu'ils sont plutôt absents dans les autres médias.

LA LECTURE DES JOURNAUX : UN MARQUEUR CULTUREL ?
LES JOURNAUX : TERRITOIRE D'EXPRESSION PRIVILÉGIÉ DES ODD ?



En effet, la fréquence de lecture des journaux est déterminante quant à la connaissance déclarée des Objectifs de développement durable.

Entre une lecture quotidienne des journaux et pas de lecture du tout, le degré de connaissance ou d'ignorance des ODD est presque triplé entre les lecteurs assidus de presse écrite et les non lecteurs.

Cette observation n'est naturellement pas spécifique à la connaissance des enjeux de développement, la lecture régulière de la presse écrite étant une pratique culturelle réservée à une population particulière, qui toute chose égale par ailleurs, est plus informée que les autres tout sujet sociétal confondu.

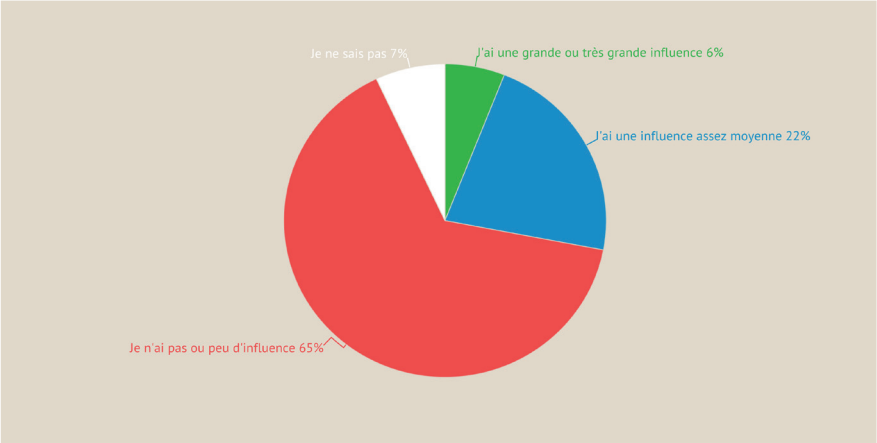
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates
Source : www.ucl.ac.uk

3. L'INFLUENCE PERSONNELLE SUR LA POLITIQUE : LE POUVOIR CITOYEN EN QUESTION

QUESTION POSÉE : « SUR UNE ÉCHELLE DE 0 À 10, DANS LAQUELLE 0 SIGNIFIE « JE N'AI AUCUNE INFLUENCE » ET 10 SIGNIFIE « J'AI UNE INFLUENCE CONSIDÉRABLE », QUELLE INFLUENCE AVEZ-VOUS SUR LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES PUBLIQUES ?

RÉSUMÉ

Les résultats relatifs à cette question nous renseignent sur le ressenti des citoyens à propos de leur capacité d'influence sur la politique et les affaires publiques.



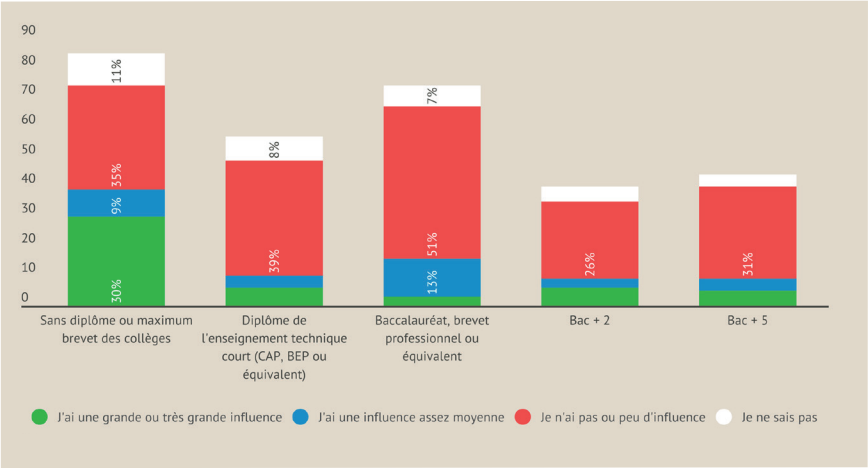
Il est ici question de proposer aux répondants d'autoévaluer leur pouvoir individuel de faire changer les choses sur des domaines qui touchent à la politique et aux affaires publiques.

De façon générale, il faut noter que spontanément, 65% des répondants ne se reconnaissent pas ou peu de pouvoir individuel sur les affaires publiques. Cet avis qui oscille entre une conviction et un ressenti, ne varie pas de façon flagrante selon les âges, le genre ou les orientations politiques. Pourtant, la lecture de ces résultats nous apporte des informations sur les déterminants qui font qu'un citoyen se considère, plus ou moins, comme un acteur social doté d'un certain pouvoir d'influence.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

INFLUENCE RELATIVE DU NIVEAU D'ÉTUDES, INFLUENCE PLUS MARQUÉE DU STATUT ÉCONOMIQUE

- Aussi surprenant que cela puisse paraître, le sentiment d'influence décroit proportionnellement avec le niveau d'études.
- De manière contre-intuitive, plus les répondants sont diplômés, moins ils entretiennent l'illusion d'avoir une quelconque influence. Inversement, un plus faible niveau d'éducation est synonyme d'un sentiment d'avoir un relatif pouvoir sur la politique et les affaires publiques.



Bien que traditionnellement corrélée au niveau d'éducation, la situation économique personnelle apparait comme un gage de pouvoir d'influence. Le sentiment de ne pas avoir d'influence sur les affaires publiques décroit à mesure que le revenu annuel augmente. 51% des répondants dont les revenus du foyer sont supérieurs à 100.000 €/an pensent ne pas avoir d'influence sur les affaires publiques, contre 65% de ceux qui gagnent moins de 50.000 €/an.

Parallèlement, le sentiment d'avoir de l'influence sur la politique croît avec le niveau de revenu. 12% de ceux qui ont des revenus supérieurs à 100.000 €/an estiment avoir une grande ou une très grande influence, contre 7% de ceux qui gagnent moins de 50.000 €/an.

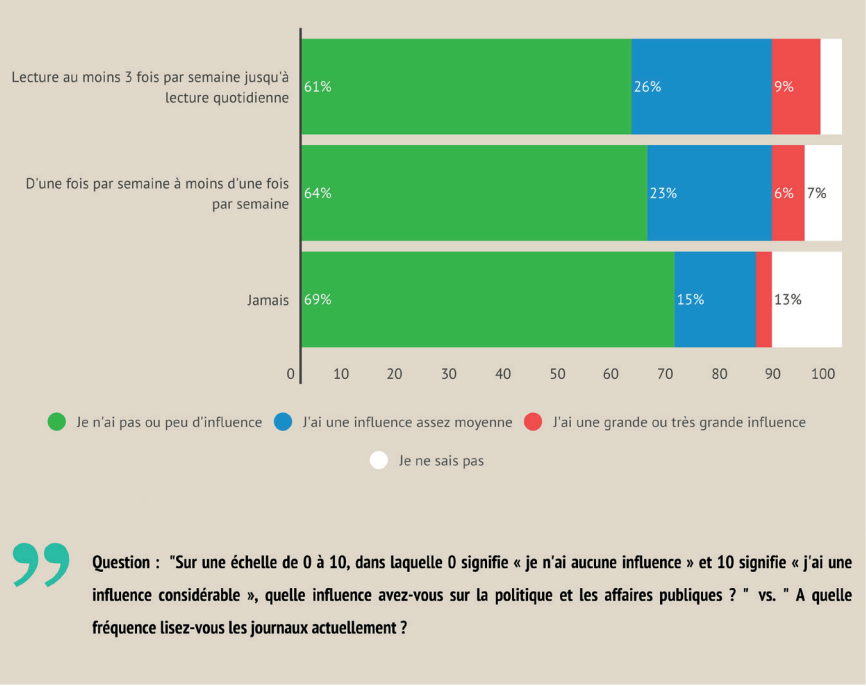
Autrement dit, le sentiment d'avoir une influence sur la vie politique est plutôt associé à une forte rémunération et à un faible niveau d'études.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

LA LECTURE DE LA PRESSE ÉCRITE CORRÉLÉE AVEC LE SENTIMENT D'AVOIR DE L'INFLUENCE EN POLITIQUE

Une lecture assidue et régulière de la presse écrite apparaît comme un critère favorisant le sentiment d'avoir, individuellement, un pouvoir sur les questions politiques et les affaires publiques.

S'INFORMER, C'EST POUVOIR



Quoique toujours très modéré, le sentiment d'avoir une influence sur la vie politique et les affaires publiques est trois fois plus important (9%) chez les lecteurs réguliers de la presse écrite (quotidiennement ou au moins 3 fois par semaine) en comparaison avec ceux qui déclarent ne jamais la lire (3%).

L'incapacité de répondre à cette question est également triplée chez ceux qui ne lisent jamais de journaux (13%) par comparaison avec ceux qui se déclarent lecteurs assidus (4%).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

4. LE SENS DU DEVOIR DE SOLIDARITÉ INDIVIDUELLE CHEZ LES FRANÇAIS

QUESTION POSÉE : « JE DEVRAIS DONNER PERSONNELLEMENT DE L'ARGENT POUR CONTRIBUER À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. »

RÉSUMÉ

Indépendamment de la question de l'allocation de l'aide publique au développement assumée par le gouvernement, les citoyens ont été invités à se prononcer sur leur propre comportement en termes de générosité pécuniaire pour réduire la pauvreté dans le monde.

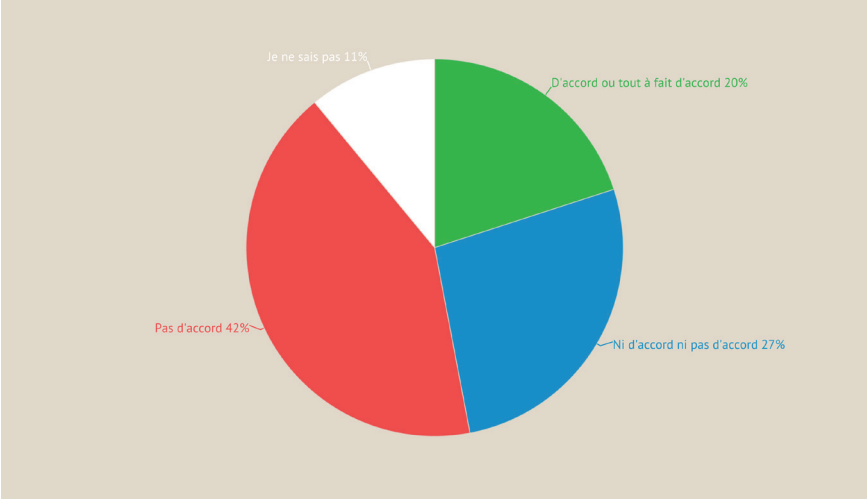
A partir d'un acte symbolique consistant à donner de son propre argent pour contribuer à résoudre la pauvreté dans des pays du Sud, cette question nous révèle dans quelle mesure les français reconnaissent, ou non, la générosité comme un « devoir » individuel.

Les chiffres nous montrent que cette attitude est loin d'être plébiscitée. Pourtant, la plupart des déterminants sociologiques viennent pondérer ce refus de reconnaître un devoir de générosité, opposant notamment les citoyens des zones rurales aux citoyens des zones urbaines, les différentes générations, les plus riches aux plus modestes, les sympathisants de droite aux sympathisants de gauche, etc.

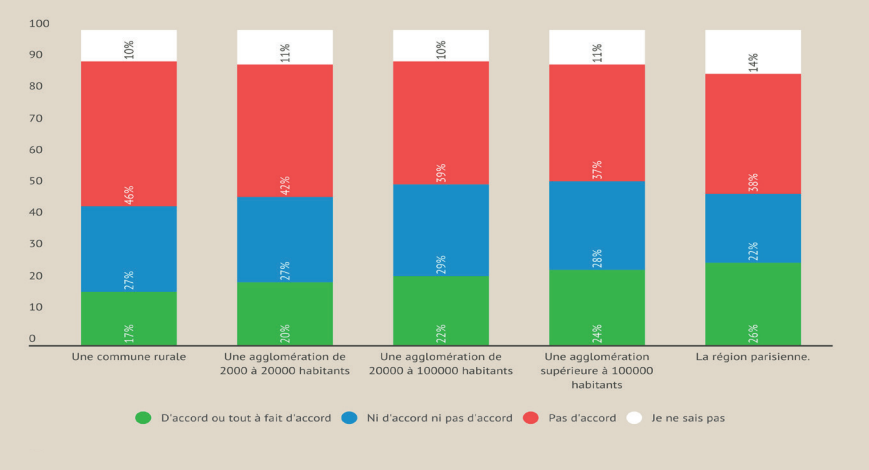
Enfin, le déterminant majeur de ce devoir de générosité s'avère être, une fois encore, l'approbation de l'adhésion de la France à l'Union européenne : on observe ainsi des opinions très contrastées selon que les répondants préfèrent une France réduite à ses frontières nationales ou plébiscitent au contraire un territoire d'appartenance plus vaste à l'échelle européenne.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE À L'ÉPREUVE DES GÉNÉROSITÉS INDIVIDUELLES

Donner de l'argent pour lutter contre la pauvreté dans le monde n'est pas fortement plébiscité. 42% des répondants n'estiment pas devoir donner personnellement de l'argent pour contribuer à réduire la pauvreté dans le monde, contre 20% qui reconnaissent l'existence d'un devoir de générosité individuelle.



UN DEVOIR DE GÉNÉROSITÉ « PLUTÔT URBAIN » ?



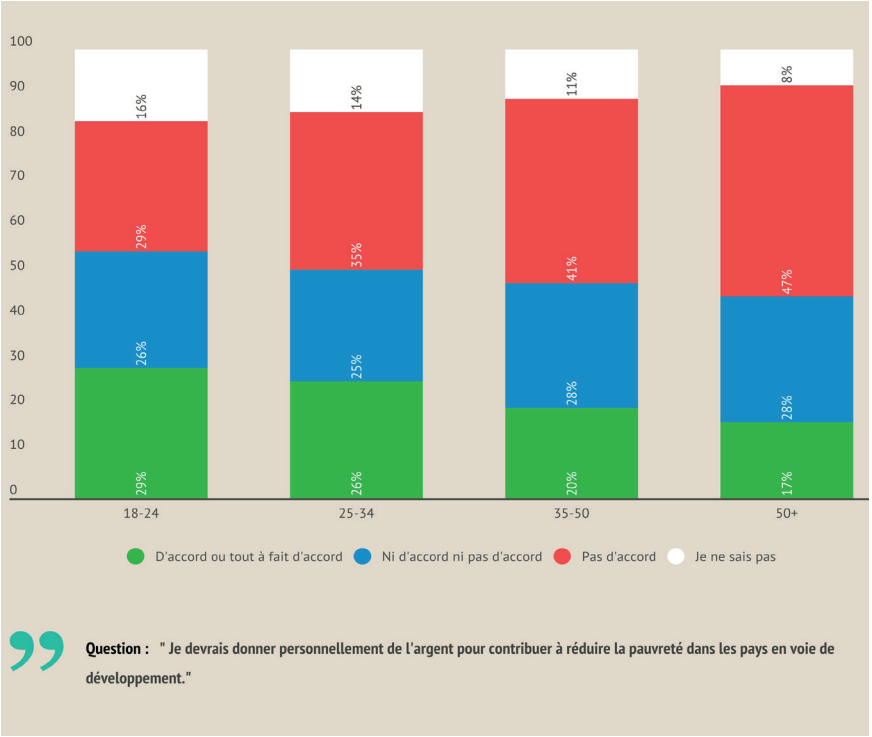
L'origine régionale des répondants n'a pas d'influence particulièrement déterminante sur la perception d'un devoir de générosité personnelle à l'égard des pays en développement.

En revanche, un tel principe de générosité est d'autant plus reconnu que les citoyens déclarent habiter dans une agglomération importante : 24% des répondants habitant dans une agglomération supérieure à 100.000 habitants reconnaissent qu'il est aussi de leur devoir de donner de l'argent à destination des pays pauvres contre 17% de ceux qui résident dans une commune rurale. Cette ventilation des réponses reflète vraisemblablement à nouveau la sociologie des populations habitant respectivement en ville ou à la campagne, et doit donc être considérée avec précaution.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

LE DEVOIR DE SOLIDARITÉ INDIVIDUELLE : UNE QUESTION D'ÂGE DAVANTAGE QUE DE GENRE

A peu de chose près, les hommes se déclarent davantage enclins que les femmes à reconnaître devoir donner personnellement de l'argent à l'égard des pays les plus pauvres. Pour autant, le genre n'apparaît pas comme une variable discriminante sur cette question en comparaison avec l'âge.



En revanche, la reconnaissance d'un devoir de générosité personnelle décroit progressivement avec l'âge : 29% des 18-24 ans reconnaissent « devoir donner de l'argent » contre 17% des plus de 50 ans.

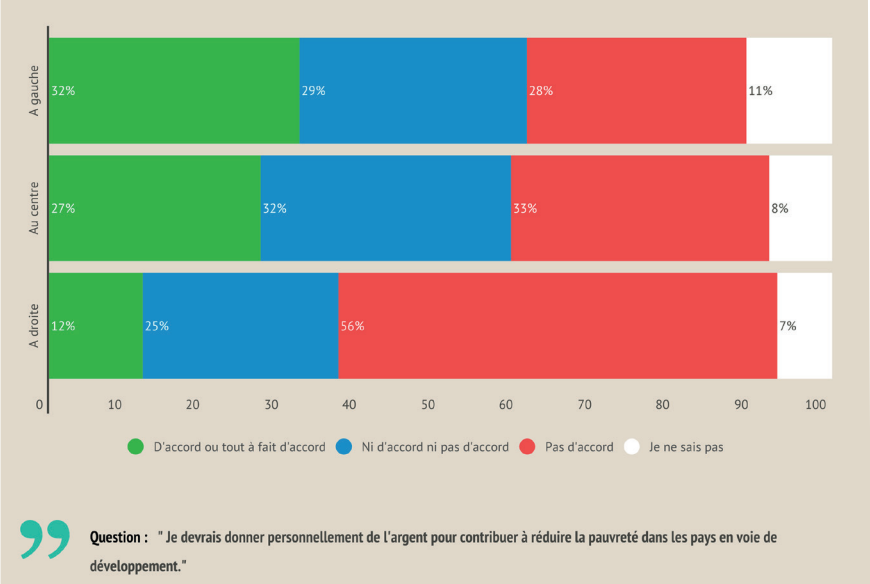
Parallèlement, quand 29% des moins de 24 ans estiment qu'ils n'ont pas à donner de leur argent personnel à l'intention des pays en voie de développement, ce refus de reconnaître un devoir de générosité augmente drastiquement à partir de 25 ans jusqu'à atteindre 47% chez les plus de 50 ans.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

LE DEVOIR DE SOLIDARITÉ PERSONNELLE À L'ÉGARD DES PAYS PAUVRES : UN MARQUEUR POLITIQUE DE GAUCHE

- L'orientation politique est un marqueur majeur de la variation du devoir de générosité personnelle à l'égard des questions de développement.
- De façon nette, les sympathisants du Centre sont plus proches des opinions déclarées des sympathisants de gauche que des sympathisants de droite sur cette question.

DEVOIR DE SOLIDARITÉ, OU DEVOIR DE GÉNÉROSITÉ ?



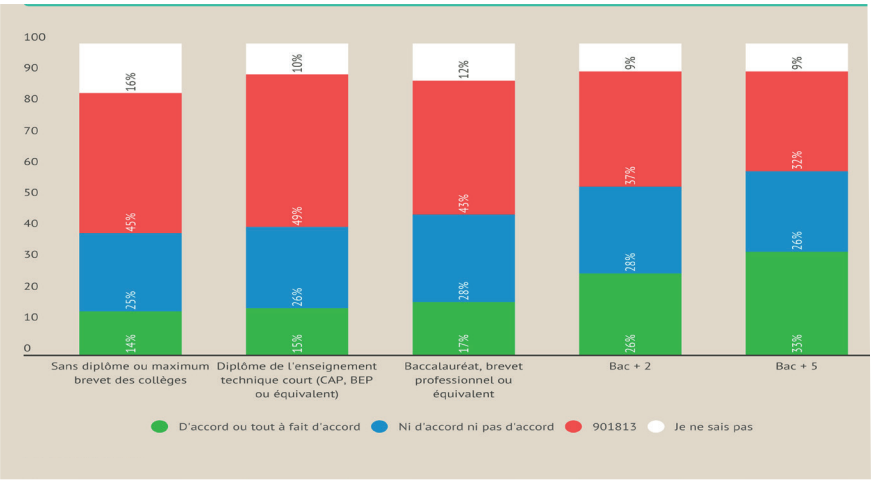
32% des sympathisants de gauche estiment « devoir donner de l'argent » à destination des pays en voie de développement, contre seulement 12% des sympathisants de droite.

Quand 28% des sympathisants de gauche ne sont pas d'accord avec un « devoir donner » individuel à destination des pays pauvres, ce refus est quasiment doublé (56%) chez les sympathisants de droite.

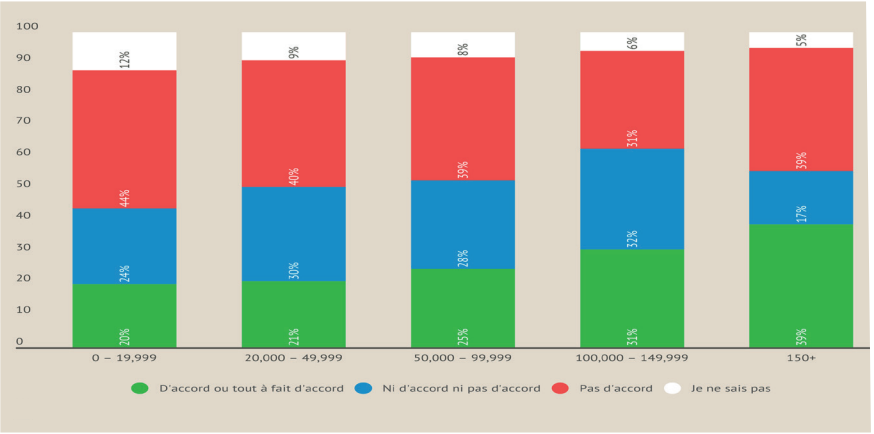
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'ÉVOLUTION LINÉAIRE D'UN « DEVOIR DE GÉNÉROSITÉ » AU GRÉ DU NIVEAU D'ÉTUDES ET DE REVENUS

Proportionnellement, il existe une corrélation entre le niveau d'éducation et la reconnaissance d'un devoir de générosité à l'égard des pays en développement : 29% des Bac + 2/5 reconnaissent qu'ils doivent donner, contre seulement 15% des répondants qui ont tout au plus un CAP ou un BEP. Cette corrélation se retrouve dans les mêmes proportions dans la catégorie de ceux qui n'estiment pas « devoir » donner personnellement.



« DEVOIR DONNER » ET « POUVOIR DONNER »



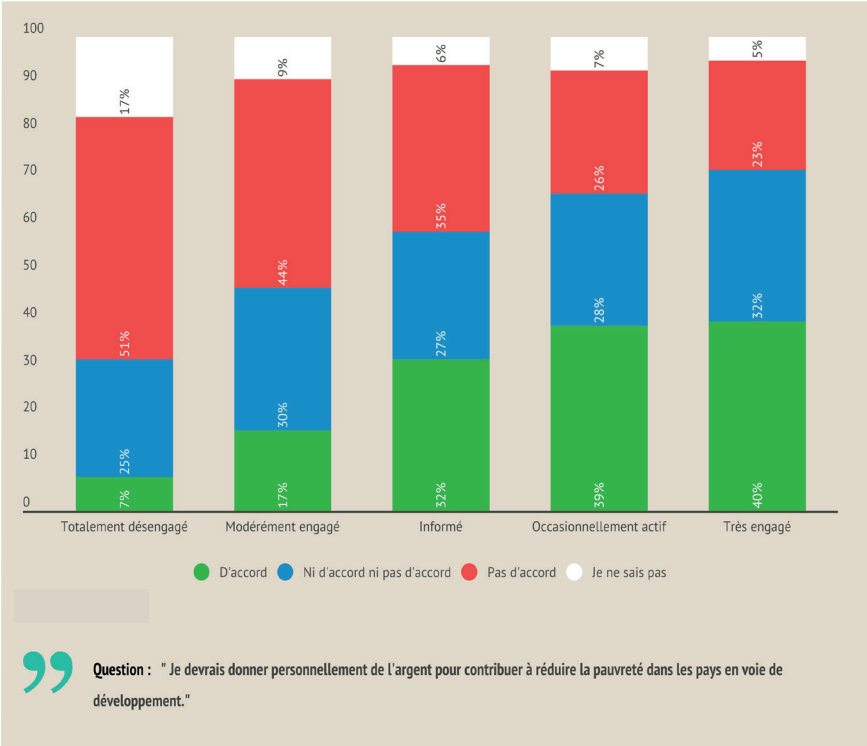
Au-delà d'une question morale ou citoyenne, mais potentiellement en lien avec le niveau d'études, en matière de générosité, le « devoir donner » est intrinsèquement corrélé au « pouvoir donner ».

Contrairement aux idées répandues sur la générosité des plus pauvres, le devoir de générosité - tout au moins en direction des pays en développement - progresse à mesure que les revenus annuels augmentent : il est davantage reconnu par ceux qui ont des revenus supérieurs à 150.000 €/an (39%) que par ceux qui gagnent moins de 50.000 €/an (21%). Le pourcentage de ceux qui s'opposent à ce « devoir de générosité » n'est pas complètement linéaire. C'est dans la catégorie intermédiaire des plus fortunés (de 100.000 €/an à 15.000 €/an) que se situe la plus faible opposition à ce « devoir donner » individuel (31%), par comparaison avec ceux qui gagnent moins de 20.000 €/an (44%) ou à ceux qui gagnent plus de 150.000 €/an (39%).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélection- nées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'EFFET DÉTERMINANT DE L'ENGAGEMENT PERSONNEL DANS LA RECONNAISSANCE D'UN DEVOIR DE SOLIDARITÉ INDIVIDUELLE

Le devoir de solidarité individuelle à destination des pays en voie de développement est cinq fois mieux reconnu par les citoyens déjà engagés ou très engagés sur les questions de solidarité internationale (39%) que par les citoyens totalement désengagés (7%).



L'engagement des citoyens envers la solidarité internationale ne représente pas simplement un activisme à destination d'un plus grand engagement des pouvoirs publics, mais représente aussi une posture qui induit parallèlement des efforts individuels.

A noter cependant que 26% des citoyens occasionnellement actifs et 23% des citoyens très engagés sur les questions de solidarité internationale ne sont pas d'accord avec la reconnaissance d'un devoir de solidarité individuelle à l'égard des pays pauvres.

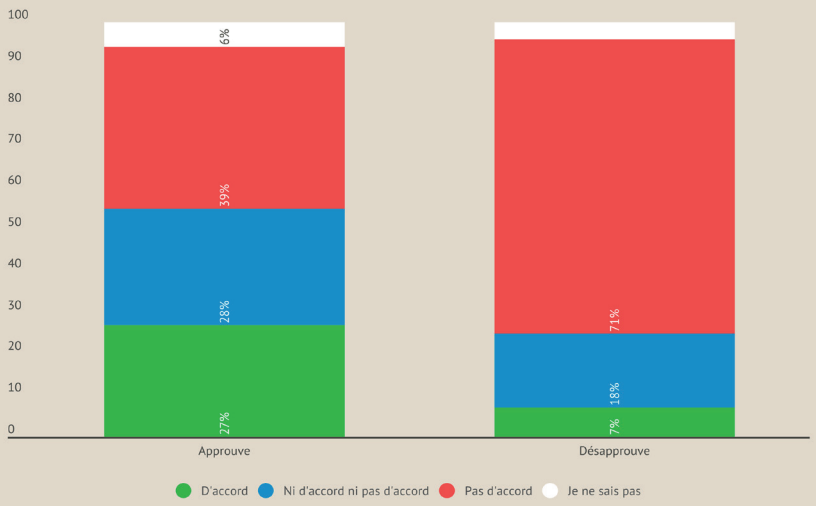
Nb : Le niveau d'engagement citoyen est mesuré à partir de comportements en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde, tels que : pétition, vote, don, mobilisation publique (marche, manifestation), interpellation des décideurs, bénévolat, diffusion d'information (notamment sur les réseaux sociaux).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

UNE CONNIVENCE APPARENTE ENTRE SENTIMENT EUROPÉEN ET DEVOIR DE SOLIDARITÉ INDIVIDUELLE A L'ÉGARD DES PAYS PAUVRES

La reconnaissance de l'importance d'un devoir de générosité personnelle à l'égard des pays pauvres est très clairement corrélée à l'approbation de l'appartenance de la France à l'Union européenne.

COMMENT LA PERCEPTION TERRITORIALE INFLUE SUR LA PERCEPTION DU MONDE



Question : " Je devrais donner personnellement de l'argent pour contribuer à réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement." vs. " De manière générale, approuvez-vous fortement, approuvez-vous, désapprouvez-vous ou désapprouvez-vous fortement l'appartenance de la France à l'Union européenne ?

Ainsi, 27% des français favorables à l'adhésion de la France à l'UE considèrent comme un devoir le fait de faire un don pour lutter contre la pauvreté dans le monde contre seulement 7% chez les « souverainistes ».

Une fois encore les attitudes en matière de solidarité internationale s'organisent autour d'un clivage opposant les citoyens partisans d'un repli national ou régional, et ceux qui démontrent un souhait d'ouverture sur le monde.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

5. COMMENT PENSER LE PRINCIPE D'UNE ÉGALITÉ DES CHANCES À TRAVERS LE MONDE ? QUI CONÇOIT CETTE ÉGALITÉ ? QUI REFUSE CE PRINCIPE ?

QUESTION POSÉE : « IL/ELLE PENSE QUE CHAQUE PERSONNE DANS LE MONDE DEVRAIT ÊTRE TRAITÉE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ. IL/ELLE PENSE QUE CHACUN DOIT AVOIR LES MÊMES CHANCES DANS LA VIE » CETTE PERSONNE ME RESSEMBLE-T-ELLE ?

RÉSUMÉ

Cette question permet d'évaluer l'adhésion au principe de l'égalité des chances dans la vie, entendu ici comme une approche générique de la capacité « pour tous » à « bien vivre » dans le monde.

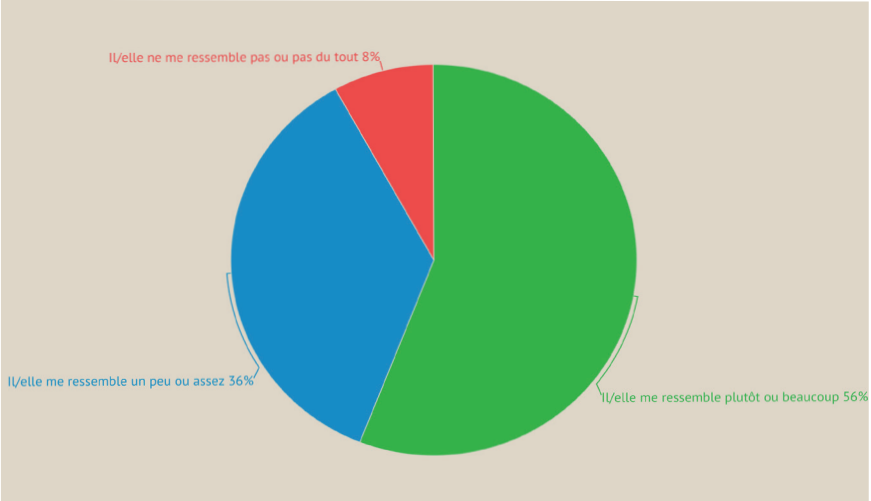
Cette interrogation apporte un éclairage sur une des valeurs attachées à la culture républicaine française : l'égalité.

Telle que posée, cette question s'appuie sur un principe d'identification personnelle à un énoncé : « je me sens proche, ou pas, d'une personne qui penserait ainsi ».

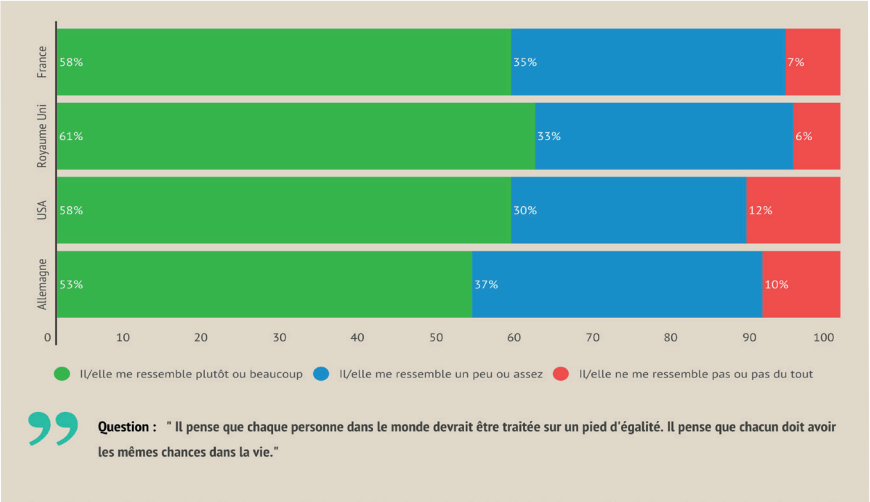
En l'occurrence, cette technique d'identification/non-identification à un principe d'égalité volontairement imprécis (« pied d'égalité » - « chances dans la vie »), permet de recueillir des réponses relativement positives auprès de la population française, quelles qu'en soient les variables : âge, genre, revenus, orientations politiques, etc.

L'ADOUBEMENT PARTAGÉ DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES À TRAVERS LE MONDE

- La notion d'équité entre les individus dans le monde est très largement plébiscitée par les répondants français.
- Quel que soit le degré d'adhésion à l'énoncé, hommes et femmes adhèrent à plus de 80% au fait que tout le monde doit être traité sur un pied d'égalité, c'est à dire que chacun doit avoir les mêmes chances dans la vie.
- De même que les niveaux de revenu ou d'études ne sont pas particulièrement discriminants, il n'y a pas de différence majeure entre femmes et hommes sur cette question. En revanche, c'est entre 25 et 34 ans que cette adhésion à l'égalité semble fléchir un peu, pour finalement remonter au fil de la vie à partir de 35 ans.



UNE OPINION PARTAGÉE AU ROYAUME-UNI, EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET AUX ETATS-UNIS

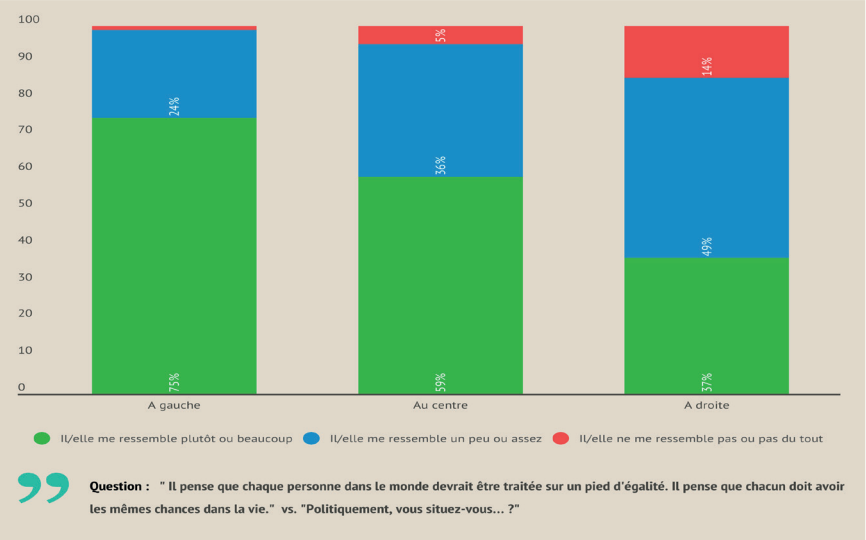


Compte tenu du taux de soutien au principe d'égalité par les français, il importait de saisir s'il s'agissait d'une exception nationale par rapport à d'autres pays sondés par l'Aid Attitudes Tracker. Cette intuition s'est avérée infondée puisqu'on observe des taux sensiblement comparables en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

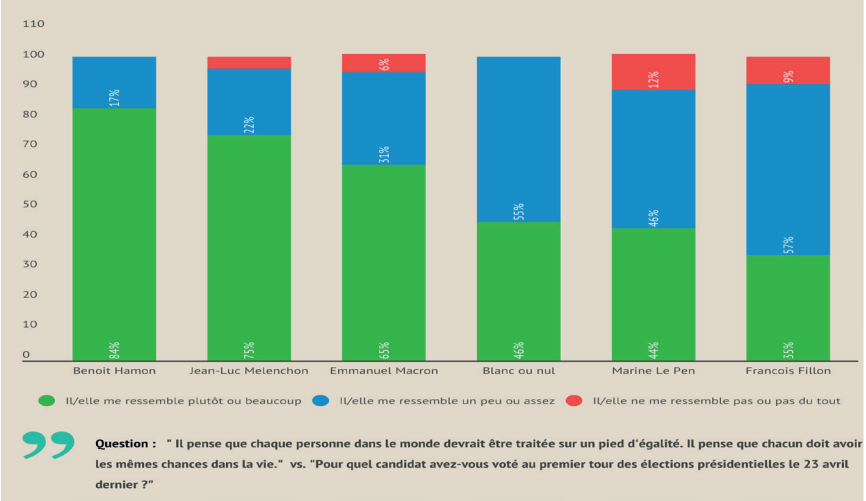
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes (schéma du haut) et 6034 personnes (schéma du bas) sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 (schéma du haut) et entre le 10 et le 28 novembre 2016 (schéma du bas) par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'ÉGALITÉ DES CHANCES : UNE VALEUR PLUTÔT ANCRÉE À GAUCHE ?

- 75% des sympathisants de gauche et 59% des sympathisants du centre déclarent se retrouver plutôt ou beaucoup dans le principe de l'égalité des chances dans le monde contre 37% des sympathisants de droite.
- Néanmoins, si on associe les différents degrés d'adhésion au principe de l'égalité des chances (un peu, assez, plutôt, beaucoup), 86% des sympathisants de droite se retrouvent également parmi les partisans du principe d'égalité des chances.



L'ADHÉSION AU PRINCIPE D'ÉGALITÉ DES CHANCES SELON LE VOTE AU 1ER TOUR DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES



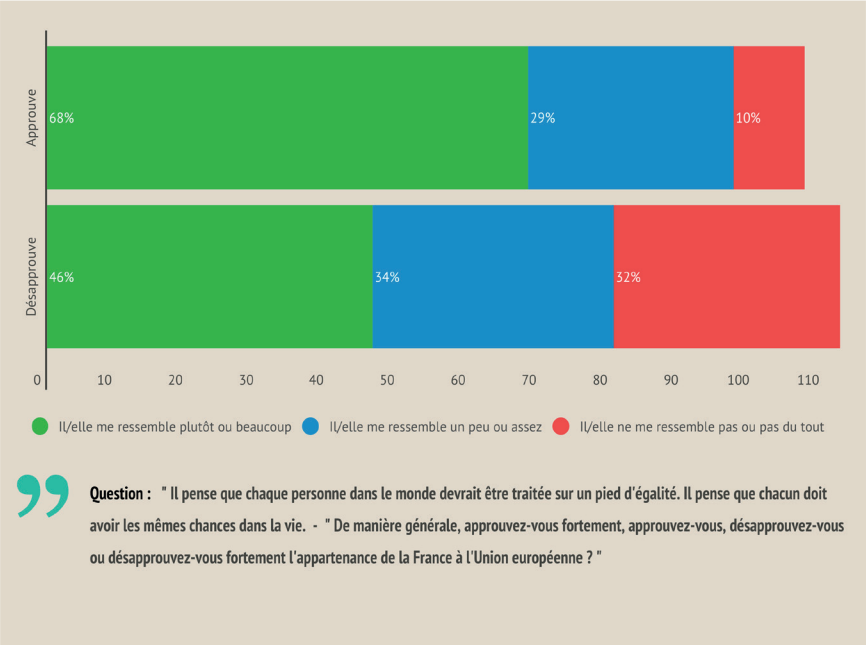
La sympathie pour tel parti ou tel candidat s'avère discriminante quant à l'adhésion à un principe d'égalité des chances à travers le monde. Ce sont les électeurs de Benoit Hamon (PS) qui déclarent le plus d'affinités (84%) avec le principe d'égalité des chances, suivis par les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (75%). Sur cette question, les électeurs d'En Marche (65%) sont, une fois encore, plus proches des électeurs de gauche que des électeurs de droite de François Fillon (35%) ou de Marine Le Pen (44%).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'ÉGALITÉ DES CHANCES À L'ÉCHELLE DU MONDE, REFLET INATTENDU DU DEGRÉ D'APPROBATION DE L'ADHÉSION DE LA FRANCE À L'UNION EUROPÉENNE

- L'adhésion au principe d'égalité des chances dans la vie est fortement corrélée aux opinions en faveur de l'appartenance de la France à l'Union européenne.
- C'est d'ailleurs la variable la plus significative de l'organisation des opinions en faveur d'une considération des principes d'égalité entre les individus dans le monde.

LA PERCEPTION D'UN « MONDE CLOS » OPPOSÉE À LA PERCEPTION D'UN « MONDE OUVERT »



Tout se passe comme si l'adhésion à l'égalité des chances était intimement liée tantôt à la perception d'un « monde clos », tantôt à la perception d'un « monde ouvert ».

De manière schématique, les opinions citoyennes semblent être scindées en deux en matière de sensibilité à la solidarité internationale.

Il y aurait d'un côté une population de citoyens conscientisés sur les problématiques concernant des « ailleurs géographiques ». Cette population représenterait une cible accessible à toute forme d'énoncé qui repose sur le fait que notre monde ne fait qu'un.

Il y aurait de l'autre côté, des citoyens pour lesquels la vision du monde, sans doute plus étroitement réduite à l'échelle domestique, empêcherait de concevoir une égalité des chances à l'échelle planétaire. Ces citoyens seraient précisément ceux qui apparaissent plus réfractaires au principe d'égalité des chances à travers le monde.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van-Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

6. Y A-T-IL UNE PRIORITÉ ENTRE LA PAUVRETÉ D'ICI OU LA PAUVRETÉ DE LÀ-BAS ?

QUESTION POSÉE : « AIDER UNE PERSONNE DÉFAVORISÉE D'ORIGINE ÉTRANGÈRE EST TOUT AUSSI IMPORTANT QU'AIDER UNE PERSONNE DÉFAVORISÉE DE MON PAYS. »

RÉSUMÉ

Cette question se propose d'interroger de façon directe les citoyens sur une éventuelle hiérarchie dans le traitement de la pauvreté, en sous-entendant que la nationalité ou la situation géographique des bénéficiaires pourrait, ou non, être un paramètre déterminant l'adhésion personnelle à la solidarité envers les plus pauvres.

Ainsi formulée, cette interrogation nous renseigne sur les opinions fréquemment observées, notamment lors de focus groupes, quant au fait que la France devrait d'abord s'occuper de la « pauvreté d'ici » avant de s'occuper de la « pauvreté de là-bas ».

L'intitulé de la question ne dit pas si la « personne d'origine étrangère » se situe sur le territoire français ou dans un pays étranger. Le fait est que cette question met en exergue une éventuelle « préférence nationale » dans l'effort destiné aux personnes pauvres.

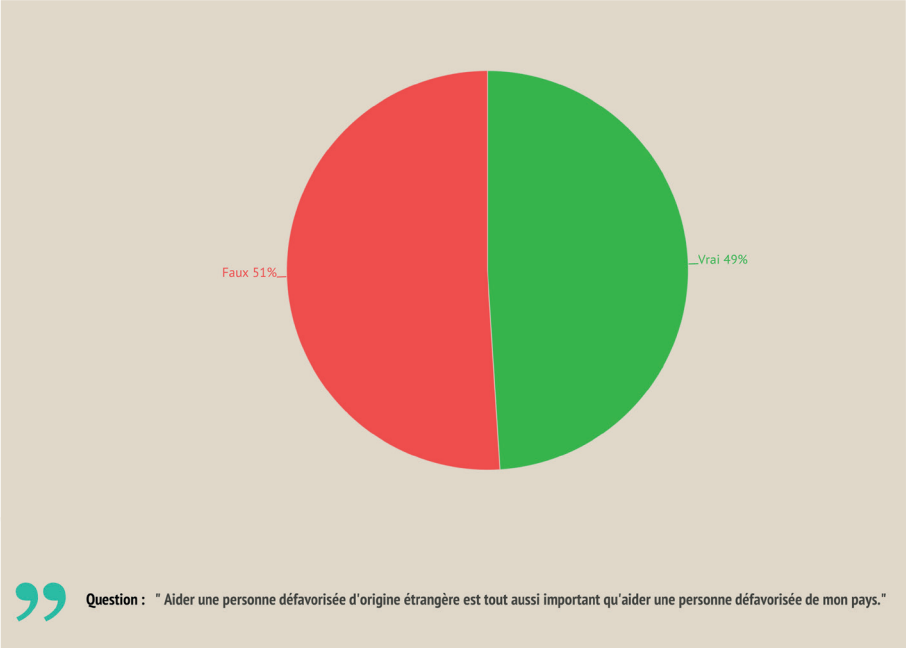
Cette distinction a volontairement été intégrée dans la question posée, afin de tester la résistance aux opinions toutes faites, fréquemment évoquées à partir d'expressions populaires telles que « charité bien ordonnée commence par soi-même », « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde », « la Corrèze avant le Zambèze », « il faut d'abord balayer devant sa porte ».

C'est en conscience de cette distinction récurrente qu'il s'agit ici de pondérer les réponses obtenues.

DES OPINIONS ÉQUITABLEMENT PARTAGÉES ENTRE PAUVRETÉ D'ICI ET PAUVRETÉ DE LÀ-BAS

- Les opinions sont équitablement partagées pour reconnaître une importance équivalente à aider une personne d'origine étrangère ou à aider une personne défavorisée de France.
- A noter que le genre n'est pas discriminant sur cette question qui voit se rassembler les opinions des hommes et des femmes selon une quasi-parfaite équité. La variation des âges n'est pas non plus un facteur influant les réponses.

DES OPINIONS MODÉRÉMENT SOUMISES À LA DIFFÉRENCE DES REVENUS OU AU NIVEAU D'ÉTUDES



Le niveau d'éducation influe moyennement les opinions quand il s'agit de prioriser les personnes pauvres en fonction de leur origine.

A noter cependant que c'est parmi les répondants les plus diplômés que se situe la répartition la plus équitable entre les deux options.

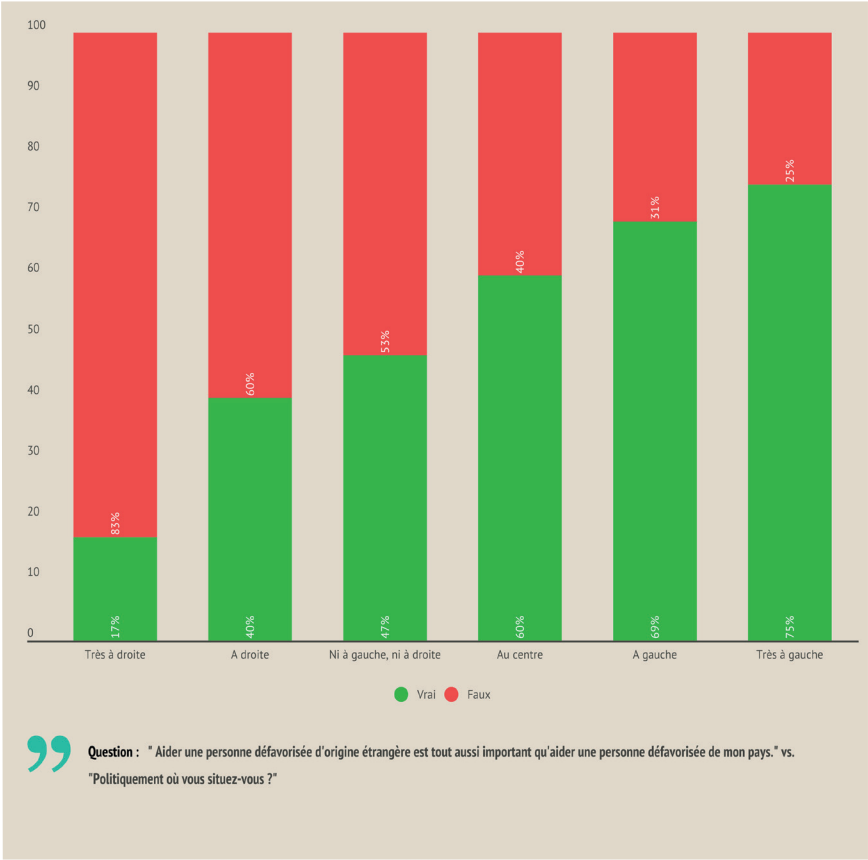
En revanche, plus les citoyens ont des revenus élevés, plus ils sont nombreux à considérer que le soutien aux personnes les plus pauvres ne souffre pas de différence en fonction de l'origine nationale ou géographique.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

L'IMPACT DÉTERMINANT DE L'ORIENTATION POLITIQUE

L'orientation politique apparaît sans équivoque comme un facteur déterminant pour mettre en lumière une « préférence nationale » dans le choix des bénéficiaires d'une aide à destination des personnes en situation de pauvreté.

SYMPATHISANTS DE GAUCHE ET SYMPATHISANTS DE DROITE EXPRIMENT DES OPINIONS DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES QUANT À L'IDÉE D'UNE « PRÉFÉRENCE NATIONALE » EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES



Entre gauche et droite, il y a très clairement une hiérarchie des préoccupations dessinant l'influence des frontières ou de l'appartenance citoyenne pour mieux exprimer le fait que la « charité » à l'égard des personnes pauvres repose avant tout sur une question de territoire ou de citoyenneté d'origine.

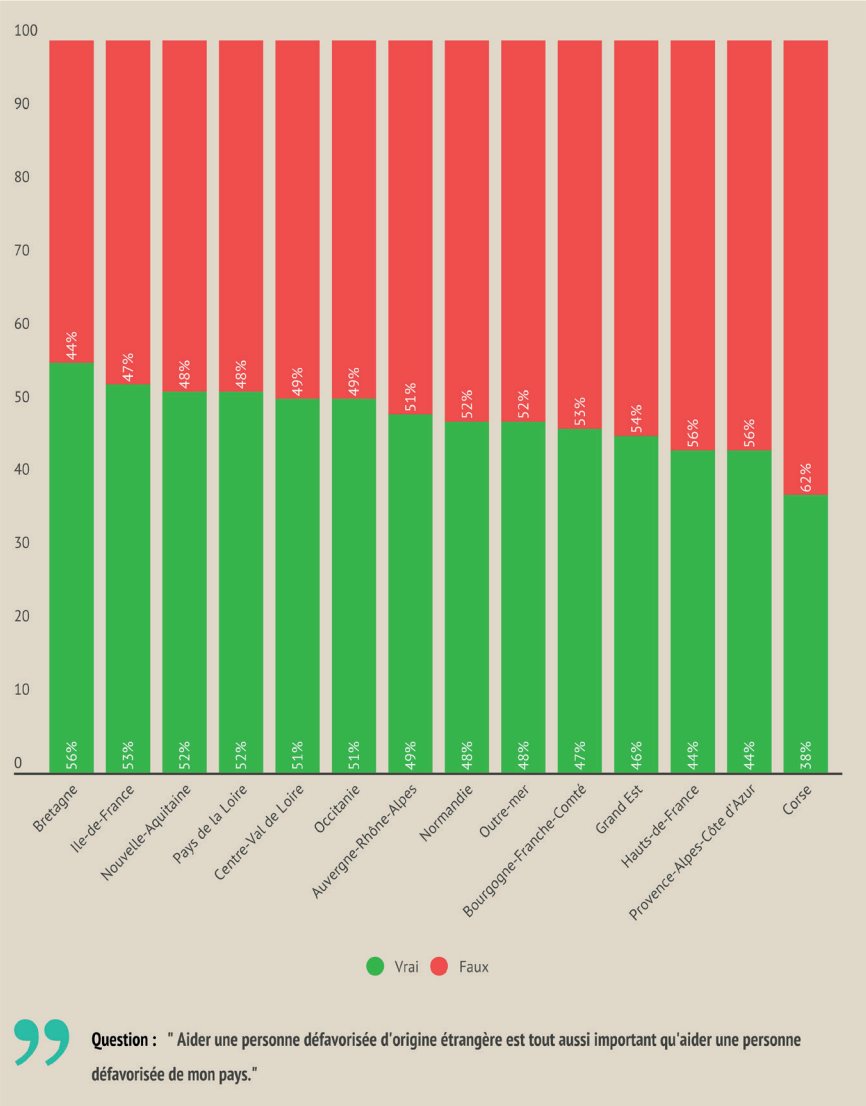
Suffisamment rare pour être souligné, on observera le caractère parfaitement linéaire de la corrélation entre proximité politique et « préférence nationale » en termes de soutien aux personnes pauvres.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

L'OBSERVATION PAR RÉGION OU LA DUPLICATION DU VOTE FN LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2017

La répartition géographique des opinions sur cette question fait écho à la répartition des votes à l'élection présidentielle d'avril 2017, entre les régions qui plébiscitent ou non le Front national, dont le programme met en évidence la « préférence nationale ». En l'occurrence, il s'agit des régions Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France et Grand Est.

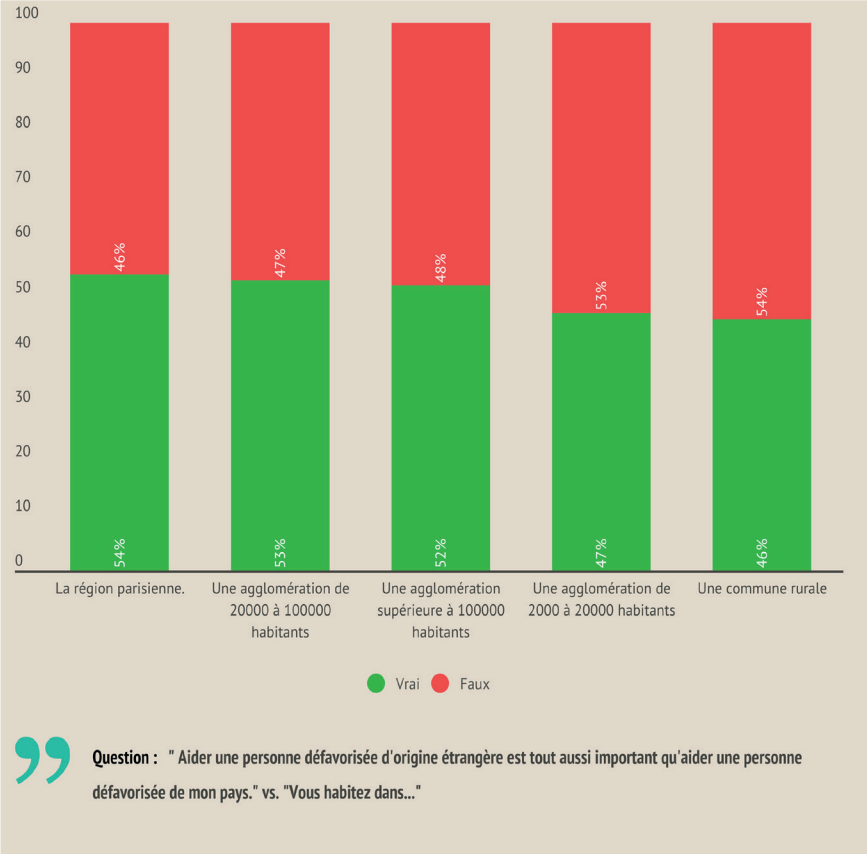
SUPERPOSITION DU VOTE FN AVEC L'IDÉE D'UNE « PRÉFÉRENCE NATIONALE » EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX POPULATIONS DÉFAVORISÉES



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélection- nées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

LA FRANCE RURALE VS. LA FRANCE URBAINE ET LE SOUTIEN AUX POPULATIONS LES PLUS DÉFAVORISÉES D'ICI ET LÀ-BAS

LA TAILLE DE L'AGGLOMERATION, UNE VARIABLE À PRENDRE AVEC PRÉCAUTION



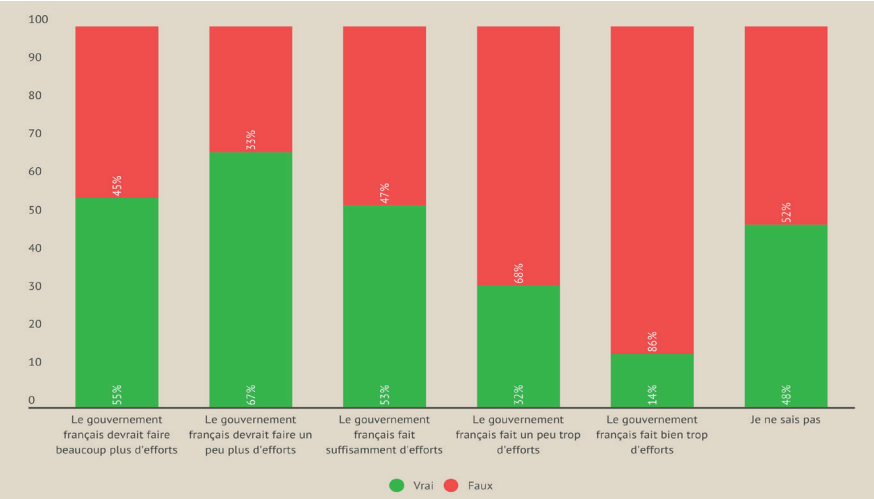
Au regard de ce tableau, tout se passe comme si la ruralité était un facteur favorisant plutôt la « préférence nationale » quand il s'agit d'aider les personnes pauvres. Inversement, l'urbanité semblerait contribuer à plébisciter un traitement équitable entre les pauvres nationaux et les pauvres d'origine étrangère.

Cette conclusion mérite toutefois d'être relativisée dans la mesure où elle dissimule une variable cachée : la surreprésentation des populations éduquées et aisées dans les grands centres urbains, catégories sociologiquement plus sensibles aux enjeux de la solidarité internationale.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

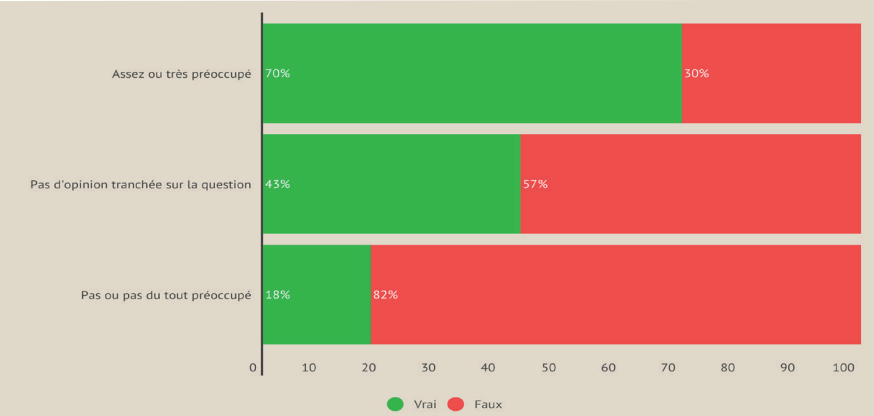
NE PAS DIFFÉRENCIER LE SOUTIEN AUX « PAUVRES D'ICI VS. LES PAUVRES DE LÀ-BAS » INFLUE SUR LES ATTENTES DES CITOYENS VIS-À-VIS DU GOUVERNEMENT

Assez logiquement, il existe une corrélation entre ceux qui jugent que le gouvernement fait déjà trop d'efforts à destination des pays pauvres et ceux qui pensent qu'aider une personne d'origine étrangère n'a pas la même importance qu'aider une personne française.



Question : " Aider une personne défavorisée d'origine étrangère est tout aussi important qu'aider une personne défavorisée de mon pays." vs. "Concernant le rôle du gouvernement français dans la réduction de la pauvreté au sein des pays en voie de développement, quelle affirmation décrit le mieux les efforts que le gouvernement français devrait faire ? - Le gouvernement français devrait faire beaucoup plus d'effort/le gouvernement français fait beaucoup trop d'effort"

DES OPINIONS PROPORTIONNELLES AVEC LA PRÉOCCUPATION PERSONNELLE EN MATIÈRE DE PAUVRETÉ



Question : " Il pense que chaque personne dans le monde devrait être traitée sur un pied d'égalité. Il pense que chacun doit avoir les mêmes chances dans la vie. - " De manière générale, approuvez-vous fortement, approuvez-vous, désapprouvez-vous ou désapprouvez-vous fortement l'appartenance de la France à l'Union européenne ? "

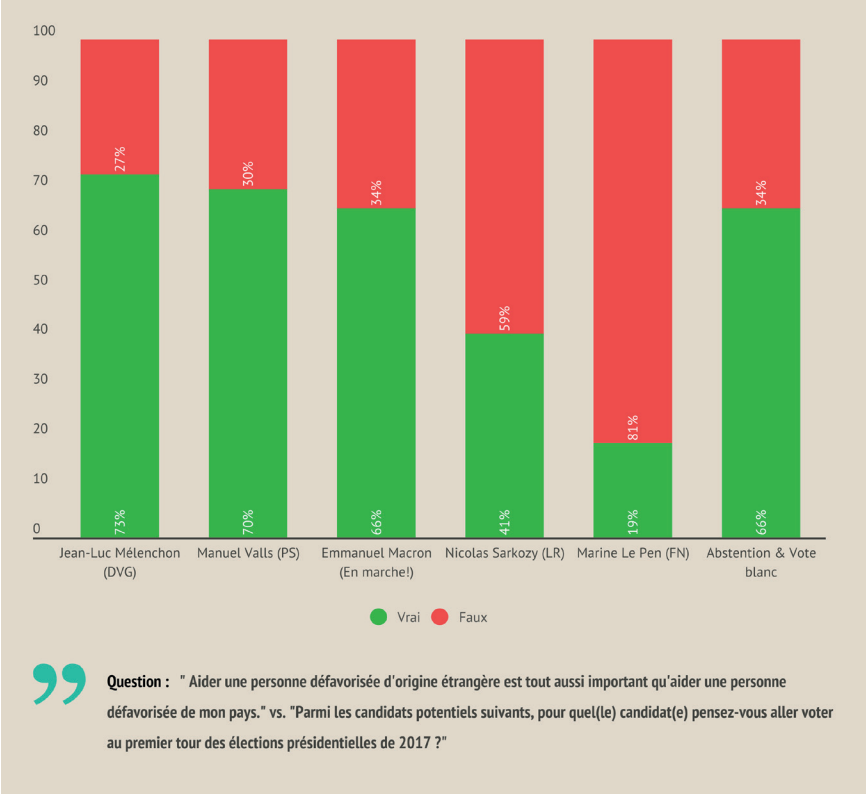
- A hauteur de 70%, ceux qui déclarent ne pas prioriser l'aide destinée aux personnes pauvres en fonction de l'origine des bénéficiaires sont aussi ceux qui reconnaissent être préoccupés par la pauvreté dans le monde.
- A l'inverse, 82% des citoyens estimant qu'aider une personne pauvre étrangère n'est pas aussi important qu'aider une personne pauvre française s'avèrent être ceux qui parallèlement déclarent ne pas être préoccupés par la pauvreté dans le monde.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

LES SYMPATHIES POLITIQUES OU L'EXPRESSION DÉCOMPLEXÉE DE LA « PRÉFÉRENCE NATIONALE »

- Concevoir qu'il n'existe pas de différence entre le fait d'aider une personne défavorisée qu'elle soit française ou étrangère, séduit de façon clivante selon les sympathies politiques.
- En tant que promoteur du principe de priorité nationale, les sympathisants FN se distinguent particulièrement sur cette question.

SOUTIEN À LA PRÉFÉRENCE NATIONALE EXPRIMÉE SELON LES INTENTIONS DE VOTE AUX PRÉSIDENTIELLES DE 2017



Tandis que de façon générale, le fait de reconnaître une importance équivalente entre pauvres d'ici et pauvres de là-bas demeure un marqueur de gauche, il faut noter que sur cette question, les sympathisants d'Emmanuel Macron sont, là encore, proches des valeurs revendiquées à gauche, à l'instar des abstentionnistes et des votes blancs.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6034 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10 et le 28 novembre 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par Jennifer van Heerde-Hudson et Paolo Morini, chercheurs à l'Université UCL (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

LE BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'Aid Attitudes Tracker (AAT) ou Baromètre de la Solidarité Internationale a pour ambition d'alimenter les stratégies de sensibilisation, de plaidoyer, de fundraising, de campagne et de communication du secteur du développement dans son ensemble.

Il s'agit d'un outil reposant sur des enquêtes qualitatives et des méthodes d'enquête par sondage réalisées deux fois l'an et portant sur les attitudes et opinions des citoyens à l'égard de l'aide au développement en France (ainsi qu'en Allemagne, aux Etats-Unis, et au Royaume-Uni), et ce, depuis fin 2013.

Le sondage est conçu de telle manière qu'il permet d'analyser les comportements et les niveaux d'engagement des individus sur les enjeux de développement international, mais aussi les ressorts des attitudes personnelles et leur évolution à travers le temps. Il comporte 120 questions, dont une quinzaine co-construites laissées à la libre discrétion des partenaires. Il est réalisé auprès d'un échantillon de 6000 personnes représentatives de la population française (méthode des quotas), via un questionnaire en ligne, avec une marge d'erreur de +/- 2%.

Le Baromètre de la Solidarité Internationale permet ainsi de manière singulière d'analyser l'évolution des attitudes à travers le temps puisque 80% de l'échantillon des personnes interrogées étant retenu d'une vague à l'autre.

Le projet Aid Attitudes Tracker est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les analyses et la méthodologie sont réalisées par l'institut de sondage YouGov sous la supervision d'une équipe du University College London/School of Public Policy, dirigée par la chercheuse Jennifer Hudson. Les données produites sont ouvertes et accessibles à tous (Open data) afin de nourrir les organisations dans leurs décisions stratégiques et tactiques.

Au Royaume-Uni, le DFID, BOND, Comic Relief, Oxfam, One, Save the Children, VSO et la Fondation Bill & Melinda Gates se sont approprié l'outil et ses résultats pour saisir les dynamiques à l'oeuvre et y répondre favorablement de manière informée.

En France, c'est l'association Focus 2030 qui pilote ce projet afin d'alimenter l'ensemble des acteurs du développement et contribuer à élargir l'audience et le soutien aux enjeux de solidarité internationale. La mission de Focus 2030 consiste à soutenir les actions de communication, de mobilisation et de plaidoyer des acteurs de la solidarité internationale en vue de l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Focus 2030 travaille en France avec de nombreuses ONG, d'organisations internationales, think tanks et institutions en tant que partenaires et destinataires du Baromètre de la Solidarité Internationale.

En savoir plus sur le projet : http://www.ucl.ac.uk/political-science/research/projects/aid-attitudes-tracker

Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la Solidarité Internationale, merci de contacter Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 :

fabrice@focus2030.org

Conception & réalisation Richard DEFONTAINE - www.rdefontaine.com